

Rapport final

**Conférence internationale
de l'éducation
39^e session**

**Genève
16-25 octobre 1984**

**Unesco
Bureau international
d'éducation**

PARTIE IV

RECOMMANDATION N° 74 AUX MINISTRES DE L'ÉDUCATION CONCERNANT LA GÉNÉRALISATION ET LA RENOVATION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DANS LA PERSPECTIVE D'UNE INITIATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE APPROPRIÉE

PREAMBULE

La Conférence internationale de l'éducation, dont la 39e session a été convoquée à Genève par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du 16 au 25 octobre 1984,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme, en particulier l'article 26 où il est stipulé notamment : Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire",

Rappelant la résolution 37/178 relative au droit à l'éducation, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa trente-septième session,

Rappelant la Convention et la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement adoptées par la Conférence générale de l'Unesco à sa onzième session,

Rappelant en outre que l'importance du droit à l'éducation a été soulignée par nombre de conférences intergouvernementales convoquées par l'Unesco, et plus particulièrement par la Conférence internationale de l'éducation à ses 37e et 38e sessions, par la Conférence générale de l'Unesco à sa quatrième session extraordinaire (résolutions 2/02, 2/04 et 2/05) et à sa vingt-deuxième session, et par les conférences régionales des ministres de l'éducation des Etats arabes (Abou Dhabi, 1977), d'Asie et du Pacifique (Colombo, 1978), d'Amérique latine et des Caraïbes (Mexico, 1979), d'Europe (Sofia, 1980) et d'Afrique (Harare, 1982),

Notant par ailleurs que la résolution 2/06, adoptée par la Conférence générale à sa quatrième session extraordinaire, met en relief l'importance que revêt l'initiation scientifique et technique à l'école pour le développement des sociétés,

Constatant que, bien que le droit à l'éducation soit généralement reconnu et que des progrès substantiels aient été faits en vue de sa concrétisation, dans l'enseignement primaire, de sérieuses disparités demeurent à cet égard entre les pays du monde et au sein de ceux-ci,

Observant que les redoublements, les abandons en cours d'études et les autres formes de déperdition scolaire existent encore dans de nombreux pays, et qu'ils conduisent à un gaspillage de ressources humaines et matérielles, entravant ainsi le progrès de la démocratisation et de la généralisation de l'enseignement primaire,

Reconnaissant que, pour parvenir à généraliser l'enseignement primaire, là où ce but n'a pas encore été atteint, et à le rénover, il ne suffit pas de mobiliser et de coordonner toutes les ressources nécessaires, mais qu'il est indispensable d'informer et de sensibiliser la population entière afin qu'elle participe activement à ce processus,

Préoccupée par la situation alarmante de l'alphabétisation des adultes dans de nombreux pays en développement et même dans certains pays industrialisés,

Considérant que la généralisation de l'enseignement primaire est la condition préalable de toute élimination définitive de l'analphabétisme, et que la poursuite de l'éducation aux autres niveaux doit être complétée par des efforts tendant à accroître les actions en faveur des adultes pour éliminer l'analphabétisme et l'analphabétisme de retour,

Convaincue en outre que la démocratisation de l'enseignement primaire et de nouveaux progrès sur la voie de la démocratisation de l'éducation en général seront le mieux réalisés si la paix, la compréhension internationale et le respect mutuel entre les peuples sont préservés, et que la coopération internationale dans le domaine de l'enseignement primaire peut jouer un rôle capital à cet égard,

Tenant compte des dispositions constitutionnelles en vigueur dans chacun des Etats membres, des structures de leur systèmes éducatifs et de leurs besoins en matière d'éducation,

Adopte le 25 octobre 1984, et soumet à l'examen des ministères de l'éducation et des instances et organismes compétents des divers Etats membres, des autres institutions du système des Nations Unies qui ont des responsabilités dans ce domaine, et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées, la recommandation suivante :

I. GENERALISATION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

A. Principes généraux et concepts clés

Le processus de généralisation de l'enseignement primaire devrait s'inspirer des principes généraux et des concepts clés suivants :

1. Le droit à l'éducation est pour chaque enfant un droit fondamental qui doit lui assurer le plein épanouissement de sa personnalité.
2. Ce droit devrait être garanti à tous les enfants en âge de recevoir cet enseignement, sans distinction de race, de nationalité ou d'origine ethnique, de sexe, d'attitude à l'égard de la religion ou de croyance religieuse, d'idéologie, de lieu de résidence, de niveau de ressource ou de situation sociale des parents, et quel que soit leur handicap éventuel.
3. Comme indiqué à l'article 4 de la convention et de la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans ce domaine de l'enseignement, l'enseignement primaire devrait être gratuit et obligatoire, et il devrait être veillé à l'exécution par tous de cette obligation scolaire prescrite par la loi.
4. La généralisation de l'enseignement primaire ne devrait pas conduire à une baisse de la qualité de l'éducation. Chaque enfant a le droit de recevoir un enseignement de qualité d'une durée suffisante pour assurer son épanouissement global en tant qu'individu et en tant que membre de la société, qui lui transmette les connaissances théoriques et pratiques fondamentales nécessaires dans la vie quotidienne, pour la poursuite des études et pour participer effectivement au développement économique, culturel et social de la communauté locale et de la nation. L'enseignement dispensé devrait tendre à développer au maximum des potentialités, aptitudes et intérêts de l'enfant, à permettre le plein épanouissement de la personnalité humaine et à renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; il devrait favoriser la paix, la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations.
5. Dans les politiques et les plans relatifs à l'enseignement primaire, une place particulière devrait être accordée aux élèves venant des groupes défavorisés et notamment les plus démunis. Une attention spéciale devrait être apportées à l'éducation des filles.
6. L'enseignement primaire devrait toujours être dispensé dans un climat affectif positif. Chaque enfant devrait éprouver, à l'école, le sentiment d'être accepté et apprécié, ceci paraissant être un facteur important de l'épanouissement futur de sa personnalité et de l'acquisition du sens de sa propre valeur.
7. Une attention particulière devrait toujours être accordée aux solutions susceptibles de limiter les mauvais résultats scolaires les redoublement, les abandons en cours d'études et les problèmes sociaux qui en découlent. A cet égard, les modalités de passage d'une classe à l'autre devraient également être reconsidérées.
8. L'enseignement primaire devrait apparaître comme un élément fondamental du système général d'éducation ; sa coordination avec d'autres étapes de l'enseignement devrait être renforcées, de même que la continuité des objectifs, des contenus et des structures. Partout où c'est possible, il conviendrait d'offrir à tous les enfants la possibilité de suivre un enseignement préprimaire et des activités éducatives extrascolaires.

9. Il y a lieu de rechercher, selon les conditions de chaque pays, une complémentarité entre éducation formelle et non formelle au niveau du primaire afin d'aborder ces deux types d'éducation d'une manière plus efficiente et plus efficace. Il faudrait, là où c'est nécessaire, à titre de mesure contribuant à la réalisation de l'objectif de généralisation, établir et maintenir en place un enseignement primaire non formel.
10. La participation effective de tous les secteurs de la société au processus de généralisation de l'enseignement primaire est une des conditions à remplir pour mener celui-ci à bonne fin.
11. La généralisation de l'enseignement primaire ne peut être envisagée du seul point de vue quantitatif. L'école primaire, même là où elle n'est pas encore généralisée, nécessite une rénovation continue des buts, des structures, des contenus, des moyens et des méthodes afin d'offrir à tous les enfants les meilleurs chances en matière d'éducation.

B. Mesures et programmes de caractère pratique au niveau national ou à tout autre échelon

Politique et objectifs

12. Dans les Etats membres où l'enseignement primaire n'est pas encore généralisé ou ne l'est qu'en partie, il conviendrait d'adopter des politiques clairement définies qui donneraient la priorité :
 - (a) à la mise en place, dans les meilleurs délais possibles, d'un enseignement primaire accessible à tous ;
 - (b) à la rénovation de l'enseignement primaire afin qu'il assure l'épanouissement des enfants et réponde aux besoins du développement économique, social et culturel des sociétés ;
 - (c) aux mesures particulières sur le plan éducatif en faveur des groupes de population défavorisés ;
 - (d) au renforcement des activités scolaires et extrascolaires d'enseignement primaire qui visent à prévenir l'abus des drogues et à contribuer à la campagne contre les stupéfiants.
13. En application de ces politiques, des objectifs qualitatifs et quantitatifs à long terme devraient être définis en matière de généralisation de l'enseignement primaire et des plans élaborés pour les atteindre, compte tenu de la situation économique, sociale, culturelle et démographique, de même que des contraintes financières et autres (comme le manque d'enseignants, de manuels, de crédits, de bâtiments scolaires et d'équipements).
14. L'investissement éducatif doit être considéré comme prioritaire pour la réussite des mutations technologiques qui s'imposent à nos sociétés.

Groupes défavorisés et groupes spéciaux

15. Une attention particulière devrait être apportée ou continuer d'être apportée à l'éducation des handicapés et des autres groupes d'enfants ayant des problèmes spécifiques, dans les zones rurales comme dans les zones urbaines.
16. Il faudrait s'attacher davantage à apporter aux enfants handicapés une éducation spéciale adaptée aux besoins éducatifs de chacun. En ce qui concerne ceux d'entre eux qui sont en mesure de suivre avec profit l'enseignement des établissements ordinaires, des efforts devraient être faits pour leur permettre de fréquenter ces établissements, compte tenu des conditions régnant réellement dans chaque pays. Chaque fois que la situation l'exige, des facilités d'accès dans les établissements scolaires, y compris les internats, devraient être aménagées à leur intention.
17. Il faut assurer aux enfants de migrants ou de réfugiés l'égalité de droit à un enseignement primaire, tout en leur permettant de conserver des liens avec leur langue et leur culture d'origine.
18. Les personnels de l'éducation qui s'occupent d'enfants handicapés devraient recevoir une formation théorique et pratique adaptée à ce type de responsabilité.

Absentéisme, redoublements et échecs scolaires

19. Des mesures appropriées et efficaces devraient être prises pour réduire l'absentéisme, les redoublements, les échecs ou les mauvais résultats et les autres formes de déperdition scolaire et parvenir ainsi à la généralisation de l'enseignement primaire.
20. Au nombre de ces mesures peuvent figurer :
- (a) l'adoption d'une législation relative à la fréquentation scolaire ;
 - (b) l'élargissement de la notion de gratuité de l'enseignement à la gratuité des manuels et fournitures scolaires ;
 - (c) l'octroi d'une aide matérielle, sur des fonds publics ou privés, aux enfants des familles les plus démunies ;
 - (e) la prise en compte, notamment dans le cadre de la formation des enseignants, d'une meilleure connaissance des conditions de vie et des motivations des enfants des familles les plus démunies ;
 - (e) l'amélioration du contenu et des méthodes de l'enseignement, ainsi que des pratiques d'évaluation, dans le sens d'une meilleure adaptation à l'âge, aux spécificités, aux aptitudes et aux intérêts de l'enfant ;
 - (f) l'organisation d'actions de soutien faisant partie intégrante du dispositif éducatif ;
 - (g) la création de communautés scolaires associant les enfants, les éducateurs, les parents et les représentants de leur environnement social et culturel.
21. Il devrait être rappelé aux parents qu'ils sont tenus d'envoyer leurs enfants à l'école. Des mesures devraient être prises pour les rendre conscients de l'importance de la fréquentation scolaire et les familiariser avec le développement de l'enfant et le processus éducatif.
22. Toute recherche sur les causes de la déperdition scolaire et toute réflexion sur les solutions à adopter méritent d'être encouragées.

Maîtres et administrateurs de l'enseignement primaire

23. Au niveau de l'enseignement primaire, les qualités humaines et professionnelles des maîtres restent les facteurs importants qui déterminent le succès de l'enseignement.
24. Des mesures adéquates (notamment d'ordre financier) devraient être prises pour pallier, le cas échéant, la pénurie d'instituteurs et accroître le recrutement de maîtres qualifiés à mesure que l'enseignement primaire se développe.
25. Des mesures devraient être prises pour assurer aux enseignants un niveau de vie adéquat et pour valoriser leur rôle dans la société. Leurs rémunérations devraient être au moins équivalentes à celles dont bénéficient d'autres professions et d'autres postes de niveau analogue. Une attention particulière devrait être portée à ceux qui sont en poste dans des régions lointaines et isolées.
26. La plus grande attention doit être vouée au choix et à la formation des enseignants, ainsi qu'à leur perfectionnement continu en veillant à accorder davantage d'importance à l'acquisition du type de personnalité et du profil nécessaires et appropriés à l'enseignement primaire :
- la formation des maîtres de l'enseignement primaire et des responsables de l'administration scolaire devrait être améliorée et développée en recourant par exemple, à des moyens tels que la formation et l'inspection en cours d'emploi, des cours par correspondance, etc. ;
 - les programmes de formation préalable des maîtres de l'enseignement primaire devraient mettre l'accent sur les matières de base et sur le désir d'apprendre. L'expérimentation de nouveaux cours et de nouvelles méthodes devrait être encouragée ;

- des cours et des séminaires devraient être organisés à l'intention des enseignants et des administrateurs en exercice pour qu'ils puissent suivre l'évolution des contenus et des méthodes de l'enseignement primaire ; la possibilité devrait notamment leur être offerte de suivre des cours de formation complémentaire gratuits.

27. Des mesures appropriées devraient être prises pour faire en sorte que l'administration scolaire réponde de façon plus souple et plus satisfaisante aux besoins, en vue de parvenir à la généralisation de l'enseignement primaire en combinant le mieux possible l'approche centralisée et l'approche décentralisée, à la discrétion de chaque Etat membre. Le rôle de l'inspection est avant tout d'évaluer le système éducatif et de faire des propositions pour son amélioration. Cela implique que les agents chargés de ces fonctions aient le haut niveau de formation requis et disposent des moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

II. RENOVATION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

A. Principes généraux et concepts clés

La rénovation de l'enseignement primaire devrait s'inspirer des principes généraux et des concepts clés suivants :

- 28. La rénovation est une condition nécessaire pour améliorer la qualité de l'enseignement primaire et un facteur important pour sa généralisation.
- 29. La rénovation ne devrait pas être comprise comme une réforme localisée dans le temps, mais comme un processus de changement continu portant sur les buts et les objectifs, les structures, les contenus, les méthodes et la gestion de l'enseignement primaire, etc.
- 30. Le processus de rénovation de l'enseignement primaire devrait :
 - (a) encourager l'association étroite et la participation active de tous les intéressés : autorités scolaires, enseignants, parents, élèves, leurs organisations respectives, et les membres de la collectivité en général ;
 - (b) prévoir la révision des programmes et des méthodes en fonction des évolutions actuelles de la connaissance scientifique et technologique, des modifications des conditions socio-économiques et du milieu, et des acquis de la recherche psychologique et pédagogique sur le développement de l'enfant ;
 - (c) examiner l'utilisation des technologies éducatives pour contribuer à élaborer un programme d'apprentissage peu coûteux et de qualité, dans le contexte du nouvel "environnement scientifique et technologique", sans toutefois encourager le système à se mettre en position de subordination par rapport à ces ressources ;
 - (d) mobiliser des ressources non traditionnelles pour atteindre l'objectif de la généralisation de l'enseignement primaire : formulation de nouvelles mesures d'incitation à la participation, formation de différents types de personnel de l'éducation, etc.

B. Mesures et programmes de caractère pratique

- 31. L'enseignement primaire devrait apporter à chaque enfant les connaissances, les compétences et les valeurs dont il a besoin pour favoriser son développement dans toutes ses composantes – corporelle, affective, sociale, intellectuelle et spirituelle.
- 32. Une action cohérente devrait être menée en matière de rénovation de l'enseignement primaire pour garantir à tous les enfants une éducation de qualité répondant à leurs besoins propres, aux attentes de leurs parents et aux valeurs de la société et de l'individu.
- 33. Au nombre des priorités essentielles de l'enseignement primaire devrait figurer l'enseignement des langues, une attention particulière étant portée aux langues nationales et, dans certains cas, à la langue du pays d'origine des enfants de migrants. Un équilibre et une articulation devraient être recherchés entre les différentes composantes et disciplines des programmes.
- 34. Lorsque de nouveaux éléments sont ajoutés aux programmes scolaires, il faut veiller à les intégrer harmonieusement dans les autres activités et à ne pas surcharger les enfants.

III. INITIATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE APPROPRIÉE

A. Principes généraux et concepts clés

L'initiation scientifique et technique, dans l'enseignement primaire, devrait s'inspirer des principes généraux et des concepts clés ci-après :

35. L'initiation scientifique et technique compte parmi les aspects de la rénovation de l'enseignement primaire dont l'importance est cruciale. A ce titre, elle devrait être développée à la lumière du progrès scientifique et technologique et des exigences de l'épanouissement global de la personnalité de l'enfant, de la vie de l'individu et de celle de la société.
36. L'initiation scientifique et technique est liée à des questions générales comme la nécessité de créer un environnement scientifique et technologique favorable et à des questions plus spécifiques comme la réforme des programmes scolaires, l'utilisation de la science et de la technologie dans l'enseignement primaire, les compétences techniques à acquérir pour comprendre la valeur culturelle du travail productif et socialement utile, la formation et le perfectionnement des maîtres du primaire dans le domaine de la science et de la technologie.
37. L'initiation scientifique et technique devrait viser à développer chez l'enfant des attitudes scientifiques telles que la créativité, l'esprit critique, l'objectivité, la rigueur, à lui faire acquérir des aptitudes et des compétences adaptées à son développement intellectuel et physique, à partir de son environnement immédiat et des notions scientifiques et techniques de base.
38. L'initiation scientifique et technique devrait s'attacher principalement à provoquer des interactions constructives entre les élèves et leur cadre de vie, tant naturel qu'artificiel, à développer chez tous les élèves, sans distinction de sexe, une attitude positive à l'égard de la science et de la technologie, à faire comprendre et sentir aux enfants l'objet et les incidences sociales des technologies et des applications scientifiques nouvelles, à susciter chez eux une attitude saine à l'égard de la nature pour promouvoir la poursuite d'études et d'occupations faisant intervenir la science et la technologie, et les préparer ainsi à la vie dans la société moderne.
39. Des spécialistes de la science et de la technologie devraient participer, aux côtés d'enseignants expérimentés, à l'élaboration des plans et programmes d'enseignement afin que ceux-ci reflètent l'évolution des connaissances scientifiques et technologiques.
40. Lorsque des innovations sont introduites dans l'enseignement des sciences et de la technologie il conviendrait qu'elles soient progressives et que, s'il y a lieu, elles s'opèrent dans un premier temps à l'échelle d'établissements pilotes, de manière à en apprécier la qualité et l'efficacité.

B. Mesures et programmes de caractère pratique

41. Lorsque ce n'est pas déjà un aspect de la politique générale de l'éducation, il faudrait élaborer une politique de l'enseignement des sciences et de la technologie. Celle-ci devrait encourager, quand il y a lieu, une mobilisation nationale en faveur de l'enseignement des sciences et de la technologie :
 - en introduisant ou en développant l'enseignement approprié des sciences et de la technologie dans tous les établissements du premier degré et à l'intention de tous les enfants ;
 - en créant un climat favorable à la rénovation et au développement des programmes scolaires, des matériels didactiques et des méthodes pédagogiques adaptés à ce type d'enseignement ;
 - en consacrant à cette tâche les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires ;
 - en assurant la coordination la plus étroite possible entre l'enseignement et les activités scolaires et extrascolaires pour faire en sorte que les ressources disponibles soient efficacement utilisées ;
 - en sensibilisant les responsables de la gestion et de l'administration de l'éducation, les enseignants et leurs organisations et les parents à l'importance de l'enseignement des sciences et de la technologie ;
 - en commençant à enseigner, sans aucune discrimination, les rudiments de l'informatique dès les premières années de l'école.

42. L'approche de l'enseignement des sciences et de la technologie devrait être aussi interdisciplinaire que possible de sorte que les connaissances communes à différents domaines d'études puissent être utilisées et contribuer ainsi à faire comprendre à l'enfant les divers aspects des sciences et de la technologie.
43. Une attention particulière devrait être accordée à l'application de méthodes pédagogiques adaptées à ce niveau et à ce type d'enseignement. Les sciences et la technologie devraient autant que possible être enseignées en se fondant sur les méthodes actives d'enseignement sur les observations de l'élève, les méthodes expérimentales, les activités sur le terrain et les expériences simples. Pour compléter l'enseignement scolaire, des visites d'ateliers, d'usines, de musées, d'expositions et des activités périscolaires de caractère scientifique et technique pourront être organisées.
44. Il faudrait promouvoir la production, pour l'enseignement des sciences et de la technologie, d'un équipement peu coûteux faisant appel aux matériaux et aux ressources disponibles sur place. Cela serait plus aisé si chaque école établissait des liens institutionnels avec des centres de production ou de services situés dans sa région.
45. Pour aider les enfants du primaire à mieux assimiler les connaissances théoriques et pratiques, il faudrait s'employer, en conformité avec les coutumes et pratiques nationales, à encourager la préparation et la production de manuels et de matériels pédagogiques adaptés à l'enseignement des sciences et de la technologie dans les langues nationales ou dans la langue maternelle des enfants. Il est nécessaire d'élaborer dans un grand nombre de langues nationales des glossaires de termes indispensables à l'enseignement des sciences et de la technologie.
46. Les programmes de formation pédagogique initiale et en cours d'emploi devraient être renforcés et rénovés en y introduisant des matières et : des méthodes adaptées à l'enseignement des sciences et de la technologie. Les Futurs maîtres du primaire devraient également être initiés aux techniques qui permettent d'intégrer les notions scientifiques et technologiques aux autres disciplines de l'enseignement primaire. Les cours organisés à l'intention des maîtres du primaire en exercice devraient comporter des éléments relatifs aux contenus et aux méthodes de l'enseignement des sciences et de la technologie. Des cours devraient également être organisés à l'intention des professeurs de sciences et de technologie qui peuvent être appelés à enseigner ces matières dans des écoles primaires. Il serait souhaitable que le corps enseignant soit en contact permanent avec les milieux scientifiques et techniques locaux.
47. Il faudrait organiser, à l'intention des maîtres du primaire, en tant que de besoin, des séminaires et des ateliers de réflexion sur l'organisation d'activités extrascolaires propres à apporter une contribution à l'enseignement des sciences et de la technologie dans le cadre local.
48. L'initiation scientifique et technique devrait se fonder et s'appuyer sur des activités de recherche et d'évaluation dans des domaines comme les contenus, les méthodes et les équipements pour l'enseignement des sciences et de la technologie, sur l'articulation entre ce type d'enseignement et le développement général de l'enfant, et sur la contribution que des conditions d'apprentissage appropriées aux sciences et à la technologie peuvent apporter à la maîtrise des savoir-faire de base.

IV. COOPERATION REGIONALE ET INTERNATIONALE

49. La coopération à l'échelon régional, sous-régional et international est une condition importante de la réalisation des objectifs de la généralisation et de la rénovation de l'enseignement primaire. Les pays en développement sont très désavantagés par rapport au progrès scientifique et technologique. Il est donc important que la coopération multilatérale et internationale soit intensifiée et renforcée dans ce domaine. Le rôle croissant de la coopération bilatérale et régionale devrait être particulièrement souligné ; l'échange d'idées, d'informations et de matériels aux niveaux sous-régional et régional peut contribuer notablement au processus de rénovation sous tous ses aspects.
50. La coopération bilatérale, multilatérale, sous-régionale, régionale et internationale devrait comprendre les éléments suivants :
 - (a) échange systématique d'idées et d'informations grâce à l'organisation de séminaires, d'ateliers et d'autres réunions, à l'élaboration et à la diffusion de publications, de matériels et de documents appropriés, et au développement de centres et de réseaux de documentation et d'information pédagogiques ;

- (b) échange systématique de personnes – élèves, enseignants, futurs enseignants et autres personnels de l'éducation – grâce à des bourses d'études et des bourses de voyage si possible allouées aux équipes éducatives engagées dans des projets d'innovation ;
- (c) intensification, au niveau régional, par l'intermédiaire des réseaux régionaux d'innovation éducative en vue du développement, des commissions nationales pour l'Unesco ou autres mécanismes, des projets de recherche en commun, notamment sur des questions liées à l'enseignement des sciences et de la technologie ;
- (d) élaboration conjointe, chaque fois que les conditions s'y prêtent et que cela est souhaitable, de programmes communs, de manuels, d'équipements et de matériels pédagogiques destinés à être utilisés par plusieurs pays appartenant à la même région et/ou parlant la même langue ;
- (e) encouragement, quand il y a lieu, à la mise en place de structures régionales de formation et de recherche dans les domaines de l'administration et de la planification du développement de l'enseignement primaire, dans le cadre d'une stratégie globale visant à développer et à rénover cet enseignement tout en s'attachant à éliminer l'analphabétisme.

51. Dans le cadre défini par ce thème spécial de la Conférence, l'Unesco devrait s'efforcer :

- (a) d'encourager entre les Etats membres, en particulier par l'intermédiaire du Bureau international d'éducation, l'échange d'informations nécessaires pour faciliter la généralisation et la rénovation de l'enseignement primaire ;
- (b) d'apporter un appui, sur demande, par diverses formes de coopération technique, à la mise au point de manuels, d'équipements scolaires et d'autres matériels pédagogiques pour les écoles primaires, et en particulier de matériels et d'équipement bon marché pour l'enseignement des sciences et de la technologie dans les établissements du premier degré ;
- (c) de continuer à élaborer du matériel de référence et des manuels destinés aux professeurs de sciences et de technologie de l'enseignement primaire ;
- (d) d'organiser des conférences, des réunions et des séminaires à l'échelon international et régional sur des questions relatives à l'enseignement primaire, en vue de contribuer à sa généralisation ;
- (e) de continuer à développer, en les coordonnant, ses activités concernant l'enseignement primaire dans les différentes régions et de les relier aux programmes d'autres organisations œuvrant à l'échelon international et régional ;
- (f) de passer en revue et de diffuser les résultats des expériences menées dans les différents pays en matière d'enseignement intégré des sciences ;
- (g) de poursuivre son action en vue d'assurer la pleine jouissance des droits fondamentaux à l'éducation aux groupes de population qui, pour une raison ou une autre, en sont privés à travers le monde du fait de facteurs internationaux.

52. Le Bureau international d'éducation, en coopération et coordination avec d'autres unités de l'Unesco, devrait :

- (a) veiller tout particulièrement, dans le cadre du Réseau international d'information en matière d'éducation (INED), à encourager et à faciliter l'échange d'informations sur les questions touchant à l'enseignement primaire, en portant une attention particulière aux pays en développement et à ceux qui ont récemment accédé à l'indépendance ;
- (b) renforcer son centre automatisé de documentation pédagogique et ses liens avec les centres nationaux, de façon à enrichir la base de données à l'aide d'informations plus complètes en provenance des Etats membres, particulièrement sur l'enseignement primaire, et à mettre cette base de données, sous une forme utilisable, à la disposition des autorités scolaires et des centres de documentation des Etats membres ;
- (c) accorder plus de place à l'enseignement primaire dans ses programmes d'étude, de documentation et d'information, et favoriser la plus large diffusion des expériences de pointe dans ce domaine, durant l'exercice biennal 1986-1987.